

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 20/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV Energie

29 Avenue d'Italie
68110 ILLZACH MODENHEIM

Références : 0006702258_2023_09_05_NovergieIllzach_ViPPC
Code AIOT : 0006702258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2023 dans l'établissement SUEZ RV Energie implanté 29 av. d'Italie 68110 Illzach. L'inspection a été annoncée le 30/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVERGIE EST
- 29 av. d'Italie 68110 Illzach
- Code AIOT : 0006702258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement exerce une activité de déchetterie professionnelle, des activités de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'une activité de traitement de déchets non dangereux en vue de leur valorisation.

L'installation relève de la directive sur les émissions industrielles.

Le bâtiment principal a fait l'objet de travaux pour aménager les nouvelles alvéoles d'entreposage des déchets. Celles-ci n'ayant pas encore été réceptionnées, la quantité de déchets présente sur le site était limitée.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance des eaux pluviales ;
- moyens incendie ;
- confinement des eaux d'extinction ;
- information préalable ;
- mise en œuvre des meilleures techniques disponibles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dispositifs et mesures de prévention des accidents (couverture des zones extérieures et audit des zones couvertes)	Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 6.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Dispositifs et mesures de prévention des accidents (équivalence du dispositif mis en oeuvre)	Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 6.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 6.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Information préalable	Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 7.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	MTD applicables aux installations de traitement mécanique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 3.3.1	/	Sans objet
2	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 6.1.5	/	Sans objet
5	Gardiennage	Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 6.3.2	/	Sans objet
7	Techniques de réduction des	Arrêté Ministériel du 17/12/2019,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	émissions atmosphériques diffuses	article VI de l'annexe 3.1		
9	Emissions résultants d'accidents / incidents	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VIII de l'annexe 3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence les non-conformités suivantes :

- les zones extérieures où sont entreposés des déchets combustibles ne sont pas couvertes par un dispositif permettant une détection précoce d'un incendie et, pour les zones couvertes, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'audit justifiant le dimensionnement du dispositif existant ;
- des déchets sont admis sans information préalable ;
- au niveau du broyeur les dispositions techniques mises en œuvre afin de limiter les émissions atmosphériques diffuses ne correspondent pas aux meilleures techniques disponibles.

De plus, des précisions sont attendues sur les points suivants afin de statuer sur leur conformité :

- débit d'eau d'extinction disponible en simultané ;
- équivalence du système de détection mis en œuvre par rapport aux caméras thermographiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux pluviales
Prescription contrôlée : Le rejet des eaux pluviales de ruissellement de voirie dans le réseau d'assainissement doit respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ; • La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C ; • Matières en suspension totales MEST : 100mg/l ; • DCO sur effluent brut : 300 mg/l ; • DBO5 sur effluent brut : 100 mg/l ; • Hydrocarbures totaux : 10 mg/l (NFT 90-114).
[...]
Constats : L'exploitant a présenté les résultats des analyses du 27 avril 2022 et du 09 février 2023. Les résultats sont conformes aux valeurs limites précisées dans la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 6.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie
Prescription contrôlée : IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. En cas de confinement, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est 450 m ³
Constats : Un schéma des réseaux a été présenté au cours du contrôle. Il apparaît que le site ne comporte qu'un seul exutoire pour les effluents aqueux. Une vanne d'isolement à fermeture manuelle est présente avant la sortie des effluents du site vers le réseau communal. Une consigne de manœuvre est présente à proximité de la vanne et des tests de bon fonctionnement sont réalisés tous les six mois (le dernier a été réalisé le 17 mars 2023). La vanne a également été manœuvrée au cours du contrôle. Le test n'appelle pas de remarque. Concernant le volume de confinement, il a été indiqué au cours du contrôle, que le volume nécessaire est assuré au sein des canalisations présentes sur le site (125 m ³), au niveau des fosses des ponts bascules (60 m ³), d'une fosse située au niveau de l'ancienne presse à balle (171 m ³) et par confinement sur les surfaces imperméables du site (5 cm sur 9000 m ² , soit 450 m ³). L'exploitant a communiqué par courriel du 14 septembre 2023, des éléments de calcul justifiant des volumes disponibles. Le volume disponible est supérieur à celui prescrit.
Observations : Observation 1 : Il a été constaté que le positionnement de la vanne d'isolement n'est pas indiqué dans les documents destinés aux services de secours présents à l'entrée du site. Il appartient à l'exploitant de compléter les plans dans les meilleurs délais. Observation 2 : Le schéma des réseaux ne fait pas apparaître les canalisations reliant le réseau d'eaux pluviales aux fosses. Il appartient à l'exploitant de compléter le schéma des réseaux dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositifs et mesures de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs et mesures de prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place, sur l'ensemble du site, des caméras thermographiques, ou tout système équivalent, destinées à la surveillance des stockages de matières combustibles et à la détection précoce d'un incendie. Ces caméras sont reliées à une gestion centralisée des alarmes ou à une alarme sonore destinée à prévenir le personnel ou le gardien présent sur place. Ces équipements permettent un contrôle en continu de bon fonctionnement et de l'intégrité du système. Ils doivent être contrôlés et testés périodiquement.

<p>Cette solution est mise en œuvre à partir d'un audit définissant les zones à couvrir, au minimum celles où sont entreposées des déchets combustibles à l'intérieur d'un bâtiment, comme à l'extérieur, et en apportant la démonstration que toute la chaîne de contrôle (détection et traitement de l'information) ne comporte pas de faiblesse. Cet audit est tenu à la disposition de l'inspection. Les opérations de tests et d'autocontrôle sont, dans ce cadre, détaillées</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté qu'il n'existe pas de caméras thermographiques. Les bâtiments sont équipés de caméras infra-rouge avec détection de flamme.</p> <p>La démonstration de l'équivalence des dispositifs n'a pas été apportée au cours du contrôle.</p> <p>En outre, s'il a été constaté que les bâtiments sont couverts par des dispositifs de détection, les zones de stockage extérieures (ex : entreposage de déchets verts et d'encombrants situés à l'extérieur le long de la limite ouest) ne sont pas couvertes par un dispositif de détection. Ce constat constitue une non-conformité.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de communiquer l'audit du dispositif existant prévu dans la prescription précitée. Ce constat constitue une non-conformité.</p> <p>Le test du dispositif de détection a été réalisé le 15 juin 2023 par un prestataire. Il en ressort que les alarmes sonores et visuelles du système de détection actuel ne sont pas fonctionnelles du fait de la vétusté du système. Toutefois, un report d'alarme permet de prévenir les responsables. Le test a été déclaré conforme par le prestataire.</p>
<p>Observations :</p> <p>Observation 1 : Concernant le système de détection, il appartient à l'exploitant de justifier, dans un délai d'un mois, que le système en place présente des garanties équivalentes aux caméras thermographiques. A défaut, des suites administratives pourront être proposées.</p> <p>Observation 2 : Des travaux sont en cours pour remplacer et compléter le dispositif de détection existant (remplacement des dispositifs de détection par des dispositifs plus récents). La mise en service des nouvelles installations est prévue pour début 2024.</p> <p>L'exploitant a communiqué par courriel du 14 septembre 2023, la proposition technique relative à la mise en place de ce dispositif. Le document transmis ne correspond pas à l'audit précisé dans la prescription citée ci-dessus. Il appartient à l'exploitant de se rapprocher du prestataire en charge de la mise en place du nouveau système de détection afin d'obtenir d'ici sa mise en service, un document répondant à la prescription précitée (audit, certificat APSAD, ...).</p> <p>Observation 3 : Il a été constaté que le détecteur de fumée présent dans le local abritant les armoires électriques associées aux installations de broyage est mis en défaut. Un tel dispositif n'est pas imposé par la prescription susvisée. Toutefois, il apparaît opportun de remettre en place un système de détection adapté et fonctionnel dans ce local au regard des risques associés à l'armoire électrique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription (couverture des zones extérieures + audit), lettre préfectorale (équivalence du système de détection mis en œuvre par rapport aux caméras thermographiques)</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois (mise en demeure), 1 mois (lettre préfectorale)</p>

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après :

- des poteaux d'incendie normalisés assurant un débit simultané de 180 m³/h. Le poteau d'incendie le plus proche doit être situé à 100 mètres maximum de l'entrée des bâtiments (tracé réel des voies). La distance entre deux poteaux d'incendie doit être égale à 150 mètres maximum.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés

Constats : Il a été constaté que l'exploitant dispose des moyens suivants :

- un poteau incendie sur le site et un poteau incendie public à l'extérieur du site, distant de moins de 150 mètres du poteau incendie privé.
L'exploitant a présenté les résultats d'un essai réalisé sur le poteau présent sur le site justifiant d'un débit de 83 m³/h à une pression d'un bar (16 août 2023). Par courriel du 14 septembre 2023, l'exploitant a également communiqué un rapport du 23 novembre 2016 relatif à un test réalisé sur le poteau incendie interne avec fonctionnement en simultané du poteau extérieur. Il conclut à un débit de 87 m³/h à 1 bar. L'Inspection note que le dernier essai abouti à un débit moins important alors qu'il n'a pas été réalisé en simultané.
De plus, le débit du poteau situé à l'extérieur n'est pas connu. En l'état, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la disponibilité d'un débit simultané de 180 m³/h ;
- des extincteurs positionnés à proximité des zones d'entreposage des déchets combustibles. Les extincteurs ont fait l'objet d'un contrôle le 21 décembre 2022 ;
- des Robinets Incendie Armés (RIA). Il a été constaté que plusieurs RIA ont été démontés compte tenu de la réalisation de travaux d'aménagement des alvéoles d'entreposage dans le bâtiment E (bâtiment principal).

Observations :

Observation 1 : Le bâtiment principal fait actuellement l'objet de travaux pour aménager des alvéoles d'entreposage. Les travaux étant en cours, la quantité de déchets combustibles entreposée était limitée au cours du contrôle.

Il appartient toutefois à l'exploitant de mettre en place des moyens adaptés, avant utilisation des nouvelles alvéoles d'entreposage situées dans le bâtiment E. Des justificatifs devront être transmis à l'Inspection (plan d'implantation et photos).

Observation 2 : L'étude de dangers précise que le site dispose d'une bouche incendie sur site (100 m³/h, ce débit n'a pas été confirmé par les essais) et d'un poteau sur la voirie au niveau de l'entrée du site (débit minimum : 60 m³/h). Si ces débits sont confirmés par les essais, ils seront insuffisants au regard de la prescription. Il appartient à l'exploitant de justifier le débit d'extinction total disponible en simultané dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre préfectorale

Proposition de délai : 1 mois

N° 5 : Gardiennage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 6.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage
Prescription contrôlée : Pendant les heures de fermeture du site, l'exploitant met en place un gardiennage. Ce gardiennage est assuré par la présence d'un agent sur place, avec un système de gestion des rondes réalisé selon les conditions suivantes ; <ul style="list-style-type: none">• un système de gestion des rondes en temps différé : chaque point de contrôle badgé est horodaté puis archivé dans le contrôleur de ronde. Après avoir terminé sa ronde, l'agent connecte son contrôleur au système d'exploitation afin d'en transférer le contenu ; Ou• un système de gestion des rondes en temps réel : le contrôleur de ronde est relié à une radio portative. A chaque lecture, l'identité de la radio et celle du point de contrôle sont transmises immédiatement au système d'exploitation. L'archivage des données est conservé pendant 3 mois
Constats : Il a été constaté que l'exploitant dispose d'un contrat avec un prestataire pour la réalisation de rondes au cours des heures de fermeture du site. Il a été constaté que les rondes sont enregistrées et que les données sont consultables pour au moins les trois derniers mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 7.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Information préalable
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. a) Informations à fournir : <ul style="list-style-type: none">• source (producteur) et origine géographique du déchet ;• informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;• données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;• apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;• code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;• propriétés de danger du déchet ;• analyse des PCB et PCT, au sens de l'article R. 543-17 du code de l'environnement, pour les huiles usagées ;• résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;

- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

b) Dispositions particulières :

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.

Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.

Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.

L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable

Constats :

Il a été constaté que des dépôts de déchets sont réalisés (hors activité déchetterie) sans information préalable. Pour les dépôts du 04 septembre 2023, il a été constaté que deux clients n'avaient pas procédé à une information préalable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI de l'annexe 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :

[...]

e) du VI de l'annexe 3.1

Technique : Humidification

Description : Les sources potentielles d'émissions diffuses de poussières (par exemple, stockage des déchets, zones de circulation et procédés de manutention à ciel ouvert) sont humidifiées au moyen d'eau ou d'une brumisation.

Applicabilité : Applicable d'une manière générale

Constats :

L'Inspection a constaté que l'exploitant a mis en place une brumisation au niveau de la zone de dépôt des déchets et de la zone d'entreposage des déchets broyés, conformément à son engagement présenté dans le dossier de réexamen.

Les installations étaient à l'arrêt au cours de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : MTD applicables aux installations de traitement mécanique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, MTD applicables aux installations de traitement mécanique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED

Les dispositions de cette annexe s'appliquent en complément des dispositions des annexes 2 et 3.1.

[...]

L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet confine, collecte et traite les émissions de son installation conformément au d du VI. de l'annexe 3.1 et met en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales

d du VI de l'annexe 3.1

Technique : Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses

Description : Cela inclut des techniques telles que :

- le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ;
- le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ;
- la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.

Applicabilité

L'utilisation de bâtiments fermés ou d'équipements capotés peut être limitée par des considérations de sécurité, telles que le risque d'explosion ou d'appauvrissement en oxygène. Cette technique peut aussi être difficile à mettre en place en raison du volume des déchets.

Constats :

Concernant la technique mentionnée au d du VI de l'annexe 3.1, il a été constaté que :

- Les bâtiments dans lesquels sont réalisés le stockage, le traitement et la manutention des déchets comportent une face ouverte (voir photo en annexe) ;
- Lorsqu'un camion est vidé, une partie non négligeable des dépôts de déchets peut se retrouver à l'extérieur du bâtiment ;
- La bande transporteuse où circule les déchets broyés, située dans le bâtiment ouvert, est capotée ;
- Il n'existe pas de maintien à une pression adéquate des équipements capotés ;
- Il n'existe pas de dispositif de captation des émissions (système d'extraction d'air ou système d'aspiration proche des sources d'émission).

Par ailleurs, il a été constaté que les installations ne disposent pas des techniques prévues dans la prescription précitée (cyclone, filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur).

Les installations étaient à l'arrêt au cours de la visite.

D'après l'exploitant, l'essentiel des émissions de poussières est situé au point de chute des déchets broyés.

Observations : Dans le cadre du réexamen, l'exploitant n'a pas sollicité de dérogation pour ce point.

Le dossier de réexamen précise "*absence de système de canalisation des émissions présent sur le site car le bâtiment n'étant pas fermé complètement. La mise en place d'un système de captation des poussières est économiquement irréalisable au vu des volumes importants de déchets*".

Aucun élément de justification technico-économique n'a été présenté dans le dossier de réexamen.

Concernant les meilleures techniques disponibles (MTD) définies dans la prescription précitée, le dossier de réexamen précise (cf MTD 25) :

- cyclone : absence d'émissions canalisées de poussières au niveau du broyeur ;
- filtre en tissu : absence d'émissions canalisées de poussières au niveau du broyeur ;

- épuration par voie humide : absence d'émissions canalisées de poussières au niveau du broyeur ;
- injection d'eau dans le broyeur : actuellement le site dispose d'un système d'humidification :
 - rampe de brumisation sortie du broyeur ;
 - rampe de brumisation au niveau de la trémie du broyeur ;
 - tuyau percé au niveau du convoyeur ;
 - tuyau percé au niveau de l'aire de tri de la pelleteuse.
 - Le site étudie la mise en place d'un système d'abattement des poussières plus performant. Il est prévu la mise en place de deux brumisateurs ; un au niveau de la chute des déchets broyés et l'autre au niveau du hall de réception / broyage. Il a été constaté que ce dispositif a bien été mis en place (cf constat précédent).

Les dispositifs décrits dans le dossier de réexamen ne sont plus entretenus et plus utilisés depuis la mise en service des brumisateurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 8 mois

N° 9 : Émissions résultants d'accidents / incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VIII de l'annexe 3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Émissions résultants d'accidents / incidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour contrôler les accès de son établissement et pour savoir à tout moment quelles sont les personnes qui y sont présentes.

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation des sources de risques conformément à l'étude de dangers. Les équipements de contrôle sont maintenus en bon état, réparables et facilement accessibles.

Des procédures sont prévues et des dispositions techniques prises pour gérer les émissions incidentelles ou accidentelles dues à des débordements ou au rejet d'eau anti-incendie, ou provenant des vannes de sécurité.

Des procédures sont prévues permettant de détecter ces incidents et accidents, d'y réagir et d'en tirer des enseignements.

L'exploitant tient un registre dans lequel sont consignés la totalité des accidents, incidents, ainsi que les modifications des procédures et le résultat des inspections.

Constats :

Concernant le premier alinéa, les entrées sur site sont contrôlées en heures ouvrées et l'accès au site est fermé hors heures ouvrées.

Concernant le second alinéa, les installations disposent des moyens incendie précisés au constat 4.

Concernant les troisièmes et quatrièmes alinéas, il a été constaté que l'exploitant dispose de fiches réflexes (incendie, déversement accidentel, ...). En outre, les conditions de confinement des eaux susceptibles d'être polluées ont été précisées au constat 2.

Concernant le cinquième alinéa, l'exploitant enregistre les incidents / accidents dans une application informatique.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE

Photo de l'installation de broyage

